

La plume
n'alimentera pas la
panique morale de
tout lecteur

KONGO WARA

Première année
N° 003
Du 16 au 31 mai 2009
Prix 300 F.CFA

Bimensuel d'Informations Générales Autorisation N° 004/09/RCC/CCDPPP du 19 mars 2009 Tél: 75-50-11-18 / 70-94-27-11 Directeur de Publication: André Toby Kotzo

Agriculture :
le début d'une prise de conscience ?

Après avoir donné depuis plus de six ans la préférence à l'utilisation des armes, à l'exploitation des mines et du bois pour la mobilisation des ressources, nécessaires au développement de notre pays, le lancement de la campagne économique qui vient de s'achever par le retour à Bangui des ministres nous envoie un signal que le gouvernement a peut-être pris conscience que l'agriculture est et demeure le pivot du développement et donc de la lutte contre la pauvreté.

En effet, après avoir signé un décret réorganisant les préfectures de résidence des membres du gouvernement, c'est quasi d'autorité que ceux-ci ont été priés de prendre le chemin de leur préfecture pour matérialiser le lancement officiel de la campagne économique qui coïncide avec le début de la saison des pluies, période de culture en République Centrafricaine.

Dans le même temps, le hasard du calendrier a voulu que le Président de la République effectue une visite officielle au Viet-Nam, grand pays agricole, où il a eu à signer un accord-cadre de coopération comprenant un important volet agricole.

Malheureusement, cette embellie est contrastée par

Suite page 3

UNE CAMPAGNE ECONOMIQUE SANS LA POPULATION QUI SE TERRE DANS LA BROUSSE....

D'aucuns s'interrogent de savoir si ce qui se déroule sous nos cieux et sous nos yeux impuissants ne relève-t-il pas de la provocation du Pouvoir en place qui ne prend pas la mesure des souffrances du bas peuple?

Les crises militaires et politiques récurrentes qui ont paralysé le pays pendant plus d'une décen-

nie ont été les principales causes de la décomposition du tissu socio économique. Ce qui devait constituer des préoccupations majeures

pour les décideurs dans leur stratégie, est le retour de la sécurité et de

Suite page 3

L'axe Cameroun - Bouar - Bangui enfin libéré à la circulation



d'une centaine de camions contraints d'attendre de part et d'autre pendant près d'une semaine. Selon des sources bien informées,

cette saute d'humeur a pris sa source dans le recrutement en cours dans les Forces armées centrafricaines.

Après avoir déposé les armes puis être cantonnés à Bouar (Ouest du pays) depuis près de deux ans, ces ex-rebelles reprocheraient aux autorités leur abandon à leur triste sort, sans prise en charge et surtout sans que leur démobilisation-réinsertion connaisse un début d'exécution. Cette situation les

Suite page 6

Sommaire

Crise énergétique: A quel saint se vouer?.....Page 2

Martin Ziguéï rend compte de sa mission en Europe aux Camarades du MLPC.....Page 2

Jeunesse centrafricaine: Espoir ou désespoir?.....Page 4

Bref aperçu de l'Internationale Socialiste.....Page 4 et 5

Le Camarade Simplicie Moholo, prédit la victoire du MLPC aux élections de 2010.....Page 5

Campagne économique ou campagne culturelle 2009-2010.....Page 6

POINT DE VUE

Crise énergétique: A quel saint se vouer?

L'habitude étant une seconde nature, la population bangouaise en général, celle des quartiers victimes de la fourniture inique du courant électrique en particulier, a fini par se faire à sa nouvelle situation dont tout indique qu'elle va durer : plus de réserves, plus de conservation, plus d'éclairage et d'études la nuit pour les enfants, plus de télé, etc.

Entre les communiqués radiodiffusés aux termes techniques inaccessibles au commun des mortels et les «remerciements par avance pour sa compréhension pour le courant qui sera rétabli sans préavis» et les inter-

views-complaintes du Directeur général de l'Energie centrafricaine, on est au moins sûr d'une chose : la fin de la crise énergétique à Bangui n'est pas pour demain.

C'est du moins l'impression que laissent aux consommateurs les dirigeants de l'Enerca, chaque fois qu'ils s'expriment sur cette situation.

La preuve, dans une interview accordée, le lundi 25 mai dernier à radio Centrafrique, le Directeur général en personne, M. Samuel Tozouï qui se réjouissait trois jours plus tôt du don d'un transformateur par la Sucrerie Centrafricaine (Sucaf) à sa société, transformateur qui sera installé au Pk12 pour des rai-

sons que l'on devine aisément, n'avait plus que ses yeux pour pleurer en annonçant que le Premier ministre et son quartier sont plongés dans le noir. C'est pour des raisons de sécurité que le courant est fourni 24h/24 à ce quartier. Résultat, les consommateurs des quartiers environnants qui n'en n'ont pas moins besoin que lui, se sont branchés (avec la complicité des agents de la société) sur son transformateur, lequel ne pouvant plus supporter la charge, a cramé purement et simplement.

Et voilà notre D.G., une fois de plus, réduit à recommencer son travail de Sisyphe en implorant de nouveau la générosité d'un virtuel donateur, à l'instar de la Sucaf, car dit-il, ce n'est pas avant un mois ou deux qu'un autre transformateur de 250 kw pourra être livré à Bangui pour dépanner le Premier ministre.

A défaut de cette donation, l'Enerca serait-elle tentée de prélever un transformateur quelque part, comme elle l'avait déjà fait à Dama-la pour alimenter le Pk12, pour rebrancher le Premier ministre ? Ce n'est pas impossible. Quid des infortunés foyers du quartier où cette opération pourrait être réalisée.

La crise énergétique qui perdure donne la preuve, jour après jour, que les consommateurs bangouais ne sont pas égaux devant le peu de courant élec-

trique produit actuellement; que ceux des quartiers alimentés 24h/24 et leurs rues éclairées contre le bon sens dans la journée, ne sont pas forcément ceux-là qui paient le juste prix de leur consommation.

L'Energie Centrafricaine aura certainement fort à faire, non seulement pour rétablir du courant électrique de qualité à l'ensemble des quartiers de Bangui, mais également pour redorer son blason gravement terni auprès d'une clientèle qui n'a été que trop blasée.

En l'état actuel des choses, la réalisation de ces deux missions paraît plutôt relever de la quadrature du cercle.

Gabriel Mainpourou

Martin Ziguélé rend compte de sa mission en Europe aux Camarades du MLPC

Le Président du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) Martin ZIGUELE a rendu compte aux militantes et militants, des résultats de la visite qu'il vient d'effectuer en Europe au cours d'une Assemblée Générale tenue au siège provisoire du MLPC à Benz-vi à Bangui le samedi 29 mai 2009.

Au cours de cette rencontre, les points suivants ont été débattus: compte rendu de sa visite en Europe; organisation de la session extraordinaire du Conseil Politique National au cours de laquelle seront débattus de la désignation des candidats aux municipales et législatives de 2010, de la situation politique de l'heure en RCA; du problème de la Commission Electorale Indépendance (CEI) recommandée par le Dialogue Politique Inclusif (DPI) et enfin, de la restructuration des organes de base du Parti.

Dans son adresse, le Camarade Martin ZIGUELE a informé les militants de ses activités en France: la mise en place des sous fédérations du Parti dans plusieurs villes de la France, aux Etats Unis, en Suisse, et en Afrique notamment au Bénin et au Soudan.

Il est également prévu la mise en place des organes de base du MLPC dans plusieurs pays du monde.

Le Camarade Martin ZIGUELE s'est dit également honoré par le Parti Socialiste Européen qui a invité le MLPC à participer au Forum qu'il a organisé à Bruxelles, siège de l'Union Européenne sur les questions de développement de l'Afrique.

A propos des sessions extraordinaires du Conseil Politique National

Suite page 8

KONGO WARA

Président d'honneur
Jean Pierre Massamba NGOLLO

Directeur de Publication
André Tobi Kotani (75-50-11-18)

Rédacteur en Chef
A. Marie Somnhaul Yanoukou (70-94-27-11)

Rédacteur en Chef Adjoint
M. Dexter Gdziciguet (71-21-42-71-42)

Secrétaire de Rédaction
Jean Dondongo (75-20-54-32)

Rédacteurs
André Tobi Kotani
Alphonse Marie Somnhaul Yanoukou
Marcel Dexter Gdziciguet
Robert Ngnigaye

Ebène Makicoukou (75-50-20-31)
Christophe Ndouba
Semuel Sienasles Zoumbé
Alpha NGOLLO DE

Réalisation et Maquette
Jean Dondongo (75-20-54-32)

Imagerie, gravures, photo
Prosper Tokpati (75-55-41-61)
Albert Gogneh (72-23-55-70)

Comptabilité
Jean Doris

Marketing et diffusion
Françoise Itahen Ikoma (75-50-35-83)

POLITIQUE

UNE CAMPAGNE ECONOMIQUE SANS LA POPULATION

QUI SE TERRE DANS LA BROUSSE....

Suite de la page 1

dans la partie septentrionale. Dans ces zones de conflits, il est bien malheureux de constater que la vie intenable rend la population misérable. Les infrastructures hospitalières et éducatives en état de délabrement avancé sont pres-

Editorial
Suite de la page 1

l'absence de paix et de sécurité dans notre pays en général, dans les régions nord en particulier et réputées greniers de notre pays, et que les paysans ont désertées pour se réfugier soit en brousse, soit à l'étranger, notamment au Tchad et au Cameroun.

L'arrivée à Bangui le 20 mai courant de M. Yann Grauls dont l'avancée des points liés à la Réforme du Secteur de la Sécurité constitue le principal mobile du déplacement prouve, s'il en était encore besoin, qu'ici se trouve le point de départ, sinon la première solution à tous nos problèmes.

Si tant est que le gouvernement a pris conscience que l'agriculture conditionne tout développement économique, il lui reste cependant à admettre la primauté de la paix et de la sécurité sur l'agriculture.

Le bon sens est aussi peut-être la chose la mieux partagée.

La Rédaction

que inexistantes. L'administration n'assure plus convenablement, dans ces zones en conflits ou post conflits, ses fonctions régaliennes. Les villes et villages sont abandonnés à leur triste sort parce que l'Etat est démissionnaire de facto. Comment peut-on abandonner une importante frange de la population qui, craignant pour sa sécurité, se terre, la peur au ventre et vit à l'état sauvage? Les femmes, les hommes, les enfants et les vieillards qui vivent à la merci des intempéries, des maladies de tous genres, de la faim ne savent plus à quel saint se vouer. Mais la désastreuse situation de cette population n'émeut nullement les autorités du pays qui entament une campagne économique qui s'apparente curieusement à une précampagne électorale. Nous ignorons tout des messages véhiculés par les membres du gouvernement qui ont effectué des descentes sur le terrain. L'idéal aurait été tout d'abord d'organiser une campagne de sensibilisation auprès des populations déplacées et exilées pour les convaincre de rentrer dans leurs contrées respectives. Il s'agit de mettre tout le monde en confiance pour ne pas frustrer les populations paysannes qui constituent le gros des électeurs. Le Nord et le Nord Est de la

République Centrafricaine n'attendent que ce signal fort de la part des gouvernants au lieu d'identifier et de retenir certaines régions pour cette campagne économique. Pour ces Ministres, il s'agit de conditionner l'esprit des populations rurales tout en diabolisant les autres formations politiques, qui apparaissent à leurs yeux, comme de véritables challengers. A l'opposé de la présence massive des Ministres sur le terrain, les autres formations politiques sont empêchées de mener leurs activités de restructuration de leurs organes de base en vue des prochaines élections. Tel est le cas du malheureux incident survenu le dimanche 24 mai 2009 à Ndélé où le Secrétaire Général du Parti MLPC, Jean-Michel MANDABA, Député, s'était rendu dans sa circonscription. Il a été interpellé sans raison apparente pendant quelques heures par les éléments des Forces Armées Centrafricaines (FACA). Alors qu'il est impensable de croire qu'un élu de la nation puisse connaître une telle situation de la part de ceux qui sont censés assurer sa protection.

Une action politique
qui marginalise

L'on ne peut engager une action politique de cette envergure, à la veille des élections municipales, législatives et présidentielle, tout en marginalisant une partie de la population, du reste la plus importante. Sur le plan de l'agriculture, la production a considérablement diminué. Les cultures de rente ont été simplement mises en veilleuse à cause de l'absence d'une politique d'incitation et d'encouragement des paysans depuis la chute des cours mondiaux. C'est ainsi que les cultures du café, du coton et du tabac se pratiquent de moins en moins en République Centrafricaine. Cette campagne bien que tardive, trouve néanmoins sa justification du fait de la flambée des prix des denrées alimentaires. A titre d'exemple, le prix d'une cuvette de manioc, aliment de base des centrafricains est passé du simple au triple. S'agissant de l'élevage, l'insécurité généralisée dans les zones où il est pratiqué a entraîné l'exode d'une importante partie du cheptel vers les pays voisins notamment le Tchad, le Cameroun et la République du Congo -Brazzaville.

M. Dexter Gazikolguet

DÉBAT

JEUNESSE CENTRAFRICAINE:

ESPOIR OU DESESPOIR

La jeunesse centrafricaine, constituée de plus de la moitié de la population, est l'espoir de notre pays pour la relève de demain. Cependant, force est de constater que cet espoir s'effiloche au fil du temps par manque d'une réelle et effective prise en charge de cette importante frange de la population centrafricaine. De ce point de vue, la jeunesse centrafricaine devrait être le bénéficiaire d'une des priorités nationales en matière d'éducation, de formation et d'emploi.

1 - En matière d'éducation

L'éducation est la base fondamentale pour tout être humain de se rendre utile pour sa famille, la société et, par conséquent, son pays. Cette éducation première relève de la responsabilité de la famille (les parents) mais aussi de l'Etat (l'école). Aujourd'hui, l'Etat n'assume pas correctement ses responsabilités. L'école, jadis, un creuset qui donne les premières bases de l'éducation est complètement délabrée à cause de dysfonctionnements: manque de matériels didactiques, pénurie du corps enseignant, surpopulation des élèves, horaires à géométrie variable, insuffisance d'infrastructures scolaires, grèves répétées. Cette fâcheuse situation amène à la déperdition scolaire dont le taux est alarmant avec comme conséquence un faible taux d'alphabétisation

néfaste pour l'avenir de notre pays.

2 - En matière de formation

La formation est à la fois un outil et une exigence pour le développement d'une nation. Elle permet surtout aux jeunes d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour mener une bonne existence et aider notre pays à se développer. La formation constitue donc l'un des premiers défis auxquels doivent répondre nos gouvernants. Malheureusement encore une fois de plus, l'Etat n'assume pas correctement ses responsabilités.

Les structures publiques de formation comme l'Université et ses instituts connexes, les écoles et autres centres publics de formation ne disposent pas de moyens matériels, humains et financiers pour assurer une bonne formation. De plus, faute d'assurer la qualité de ce qui est enseigné soit suffisamment élevé pour permettre aux diplômés d'être à même de soutenir la concurrence sur le marché de l'emploi, la formation est au rabais et il s'en suit le manque de compétence.

Aussi, ce déficit de formation crée une pénurie de cadres techniquement compétents recherchés pour les postes de responsabilité.

A titre d'exemple, les organismes internationaux tels que le PNUD, l'Unicef et autres, les entreprises à capitaux étrangers exerçant leurs activités dans notre pays, recrutent le plus souvent leurs

cadres à l'extérieur par manque de compétence locale.

3 - En matière d'emploi

L'emploi des jeunes est une préoccupation majeure qui, si l'on y prend garde, risque à la longue de conduire à l'explosion sociale aux conséquences incalculables. Le marché de l'emploi étant saturé à défaut d'une politique qui puisse prendre en compte l'insertion des jeunes dans la vie active, notamment le manque d'adéquation formation - emploi, la jeunesse centrafricaine n'a plus de repère et est abandonnée à elle-même.

Ainsi le désespoir gagne progressivement tous les esprits et une question est donc posée: quelles sont les conséquences de la démission de l'Etat face aux problèmes d'éducation, de formation et de l'emploi?

Evidemment, les conséquences sont nombreuses et pourraient se résumer à

quelques maux qui gangrènent actuellement la société centrafricaine et qui sont les suivants: l'analphabétisme, le désœuvrement, le banditisme, le braquage, le chômage, la prostitution, la drogue, la violence, la criminalité, le suicide, l'exil pour un mieux être, etc.

Au regard de cette situation critique et face aux contingences socio-économiques et politiques qu'impose le développement interne de la République Centrafricaine et également aux défis de la mondialisation et la globalisation, nos gouvernants doivent prioriser et focaliser leurs actions sur la jeunesse centrafricaine, fer de lance du développement et de la relève de demain.

De même, la jeunesse centrafricaine doit faire preuve de responsabilité et d'auto-critique quant à sa mentalité et son comportement de tous les jours, gages de sa prise de conscience de son destin. L'espoir est à ce prix pour que le désespoir soit à jamais banni.

Etienne Malékoudou

Bref Aperçu de l'Internationale Socialiste (suite et fin)

Le XXII^{ème} Congrès de l'Internationale Socialiste tenu à SAO PAULO (Brésil) a adopté la Charte Ethique résumée ainsi qu'il suit:

Les partis membres de l'Internationale Socialiste réaffirment leur totale adhésion aux valeurs d'égalité, de solidarité, de Justice et de paix qui sont le fondement du socialisme démocratique. Ils s'engagent solennellement à les respecter, les défendre et les promouvoir. Leur adhésion à ces valeurs implique qu'ils appliquent le plus strictement possible le code de conduite suivant:

1- Mener des politiques progressistes qui favorisent l'épanouissement des individus, l'expansion économique, le commerce équitable, la Justice sociale, et la protection de l'environnement dans l'esprit du développement durable.

Suite page 5

VIE DU PARTI

Le Camarade Simplicie MOHOLO, superviseur MLPC de la Lobaye prédit la victoire de ce Parti aux élections générales de 2010



KONGO WARA (KW) :
Comment vont les activités du MLPC dans les trois Sous-préfectures placées sous votre supervision ?

Simplicie Moholo (SM): Tout d'abord je salue le journal KONGO WARA et je souhaite bon vent à l'équipe de ce journal. Cela me rappelle mon grand frère, feu Jean Pierre Massamba Ngolio qui fut le premier Directeur de Publication de ce Journal. Pour répondre précisément à votre question, je dirai qu'après tous les événements qui se sont passés dans le pays, je me suis retiré chez moi à Boda. C'est là où j'ai mis les organes du Parti en place. Il n'y a pas longtemps, après le congrès du MLPC de 2007, j'ai été chargé de mettre en place les Sous-fédérations MLPC, MLPC et MLPC à Boda, Boganangone et Boganda. Après quoi, j'ai mis également en place dans ces trois sous-fédérations, des sections. C'est dire que j'ai mis six sections dans ces trois localités et dans chaque village, j'ai mis des cellules.

Les sous-préfectures de Boda, Boganangone et Boganda sont bien structurées. C'est ce qui m'a permis de mettre en place tous les organes de base du Parti.

KW: Comment les militants du Parti, sous votre supervision, préparent-ils les

sessions extraordinaires du Conseil Politique National (CPN) et du congrès qui se tiendront en Juin à Bangui?

SM: Très bonne question. Comme vous le savez, pour le Congrès extraordinaire, nous allons statuer sur les documents qui seront mis à notre disposition par le Bureau Politique. Ce congrès nous permettra de désigner le candidat du MLPC à l'élection présidentielle et le CPN, les candidats MLPC aux élections municipales et législatives de 2010.

Nous allons, dans un bref délai, envoyé au siège du Parti, la liste de nos Camarades désignés pour les municipales et les législatives.

KW: quel est votre mot de fin?

SM: je vous remercie et je demande aux militants du MLPC de ne pas se décourager, car pour les griots du régime en place, je veux parler de Zama Javon Papa et son compagnon, la campagne électorale a déjà commencé. C'est pourquoi, je demande aux militants du MLPC qui est un parti responsable de garder le calme et ne pas se décourager. Le Ministre de l'Agriculture profite de ses tournées dans l'arrière pays pour battre campagne au nom de son président. Nous disons que ce n'est pas normal. Le MLPC, qui est un grand parti, vaincra aux élections de 2010. Une fois de plus, je souhaite bons vents au Journal KONGO WARA.

Propos recueillis par:
Robert Ngrégye

Suite de la page 4

S'opposer à toute politique économique et sociale au service de groupes privilégiés et favoriser l'émergence d'un système économique mondial qui rende les relations Nord-Sud justes.

Combattre la corruption sous toutes ses formes et les entraves à la bonne gouvernance.

2- Défendre la démocratie pluraliste. Celle-ci implique :

- * la liberté des citoyens de choisir entre différentes options politiques dans le cadre d'élections libres, régulières et transparentes ;
- * la possibilité d'un changement de gouvernement par des moyens pacifiques et fondé sur la libre expression des citoyens ;
- * le respect des droits des individus et des minorités ;
- * un système judiciaire impartial et indépendant fondé sur le droit ;
- * une presse libre et pluraliste ;
- * des partis en fonctionnement démocratique.

3- Garantir, en toutes circonstances, le respect de la dignité humaine et agir en conformité avec la déclaration universelle des droits de l'Homme et les autres grandes conventions adoptées par l'organisation des Nations Unies et ses institutions.

Proscrire la peine de mort.

Respecter et renforcer les droits fondamentaux de la personne humaine, que ce soient les droits individuels (respect de la vie privée, liberté de pensée, de croyance, d'éducation, d'orientation sexuelle, droit à un traitement égal...), les droits sociaux (liberté syndicale, droit de grève, protection sociale,...) ou les droits politiques (liberté d'association, suffrage universel,...)

Promouvoir l'égalité des genres dans tous les domaines de la vie privée et publique, y compris au sein de nos partis et dans les positions décisionnelles dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Lutter contre toutes les discriminations notamment celles fondées sur le genre, la race, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, la langue, la religion ou les convictions philosophiques ou politiques.

Combattre tout courant ultra nationaliste, intégriste, xénophobe ou raciste et s'abstenir de toute forme d'alliance politique ou de coopération, politique qui incite ou tente d'attiser les préjugés et les haines éthiques ou raciales.

Rejeter et s'opposer résolument à toute dérive autoritariste et à tout système politique qui tolère ou pratique la violation des droits de la personne humaine pour conquérir ou asseoir son pouvoir (assassinats politiques, torture, arrestations arbitraires, censure de la presse, interdiction ou répression des manifestations pacifiques...)

4- Avoir une action internationale favorisant la paix, la tolérance, le dialogue, la compréhension et la coopération entre les peuples.

S'abstenir d'employer la force militaire pour conquérir le pouvoir ou pour mener une politique extérieure hors du cadre autorisé par les organisations internationales appropriées.

S'efforcer d'éliminer les armes de destruction massive et œuvrer en faveur du désarmement.

Renforcer le rôle des Nations Unies et des institutions régionales qui œuvrent à la solution pacifique des conflits.

5- Un comité d'éthique est chargé de veiller au respect du présent code de conduite par tous les partis membres et est habilité à formuler des recommandations voire des propositions de sanction aux instances dirigeantes de l'Internationale Socialiste.

Ainsi prend fin ce bref aperçu de l'Internationale Socialiste qui, sans nul doute, aura permis à chacune et à chacun d'avoir une idée de ce groupement de partis socialistes du monde.

Etienne MALEKOU DOU

ECONOMIE

Campagne économique ou campagne culturelle 2009-2010 ?

Cette campagne économique ou campagne culturelle 2009-2010 serait-elle une des solutions efficaces et bien pensées pour déclencher chez le paysan ses ressorts d'hier de son amour porté à sa terre nourricière de toujours ? Si l'on demandait à nos compatriotes du monde rural de proposer aujourd'hui aux gouvernants des solutions pour la relance de l'économie nationale, les plus âgés et avisés donneraient la réponse suivante : « Mais pourquoi tout ce bruit ? Qui dans notre pays ne sait pas qu'il faut se mettre au travail de la terre

pour vivre ? Dans tout pays, il y'a ceux qui savent qu'il faut travailler pour trouver sa nourriture, et il y'a aussi ceux qui vivent aux dépens d'autrui. La République centrafricaine n'est pas le pays qui fera l'exception. Notre souci, c'est avoir des moyens de production performants pour augmenter notre production, c'est tout. » Ces plus âgés et avisés réclament qu'on leur donne la possibilité de discuter autour d'une table avec les gouvernants des problèmes qui bloqueraient l'avancée vers un développement durable du pays et par ricochet de leurs familles respectives.

Des différents constats et analyses faits, il ressort que des problèmes réels d'organisation en unités viables de production, de gestion technique, de transformation et de commercialisation des produits se posent à ces producteurs du monde rural. Au niveau de nos villes et de nos villages, on remarque l'absence totale d'infrastructures dignes de stockage, de conservation et de vente des produits.

Les principaux problèmes à résoudre

- mauvaise qualité et faible rendement de production ;

- manque d'organisation crédible et viable dans les localités respectives dans les domaines de la production agro-pastorale, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles ;
- manque des structures et d'infrastructures dignes de stockage, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits agricoles et d'élevage ;
- méconnaissance et / ou ignorance technique en matière de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits agricoles et d'élevage ;
- difficultés d'écoulement des produits agricoles, d'élevage ;

Si, c'est de cela que cette campagne économique 2009-2010 a proposé à la discussion avec le monde rural pour y trouver des solutions adéquates, c'est à encourager et à féliciter. Faut-il attendre jusqu'en 2009 pour aller vers ce monde rural pour y jeter ou y poser les jalons d'une meilleure performance en matière économique ? Les bras n'attendent des gouvernants que des programmes bien réfléchis et pensés pour être réceptifs aux innovations et pas des slogans. Car, aujourd'hui, l'heure n'est plus aux slogans, mais à la réalité de l'exercice du pouvoir, avec comme principal cheval de bataille, la lutte contre la pauvreté et la corruption. Un sage a énoncé : « Ce que vous êtes paré si fort que je n'entends pas ce que vous dites ». A méditer.

A.-M. SORONHOUL
YANAPOULE

L'axe Cameroun - Bouar - Bangui enfin libéré à la circulation

(Suite de la page 1)

aurait réduits en main d'œuvre agricole servile et grâce à laquelle ils survivent. Aussi, ne comprendraient-ils pas que n'ayant pas encore trouvé de solutions à leur problème, on passe outre, non seulement pour recruter d'autres, mais surtout pour les former à Bouar alors qu'ils en étaient les premiers occupants. Ce recrutement est apparu aux yeux de ces ex-rebelles comme le franchissement de la ligne rouge. C'est pourquoi, ils auraient imposé ce blocus pour repousser les camions convoyant les nouvelles recrues au centre de formation de Bouar. Cet incident n'est que le second aspect d'un recrutement à forte coloration ethnique et

placée sous la responsabilité directe du Ministre de la Défense depuis Kolongo. La diffusion scandaleuse de la liste des recrues par radio centrafricaine atteste la véracité de nos propos. Le premier hic dans ce scandale militaro-administratif a été la manifestation des recalés devant le Camp Béal et à l'Ecole de la Gendarmerie à Kolongo d'où ils ont été dispersés par la force. Nombre d'entre eux avaient émis sur les ondes de certaines stations privées le vœu qu'on les ramène dans leur ville de provenance, ce qui mettrait un terme à leur errance à Bangui. La curieuse implication du Ministre d'Etat à la Com-

munication dans le dénouement de cette crise prouverait-elle les difficultés du Ministère de la Défense à gérer les problèmes liés à la sécurité dans notre pays ? Nous n'osons le croire. En définitive, ces incidents - apparemment banals - braquent les projecteurs en réalité sur la délicate question du désarmement-démobilisation-réinsertion des ex-rebelles, condition nécessaire et préalable au retour de la sécurité et de la paix à la veille des consultations électorales que tout le pays attend. La volonté des autorités à aller sereinement à ces élections se mesurera à l'aune de la résolution des problèmes liés au désarmement-démobilisation-réinsertion.

Gabriel Maïnpourou

CULTURE

Festival Sūma Hip-hop: fin sans trompette

Promu par l'Alliance Française de Bangui, l'Espace Linga Téré et Mégateuf, la 3^{ème} édition du festival sūma Hip-hop qui a débuté à Bangui le vendredi 15 mai 2009 a pris fin le jeudi 21 mai sans trompette.

A tout seigneur tout honneur, l'Alliance Française de Bangui a été la première à accueillir les groupes rap de la capitale avant de passer le relais au Centre de Recherches et d'Études par les Arts (CREA) à Bimbo.

En marge de ce festival, un atelier de production de la Musique Assistée par Ordinateur (MAO) a été animé par un parrain camerounais.

C'est peut-être l'occasion de jeter un regard critique sur ce genre musical qui, quoiqu'on en dise, reste marginal en République Centrafricaine

puisque circonscrit à Bangui. En effet, le matériel nécessaire à sa production (ordinateurs, console, logiciels, maîtrise de ces outils et électricité, etc.) n'est pas à la portée du premier venu, surtout pas pour les jeunes de province qui sont dépourvus de tout et où parler d'ordinateur pose un problème insoluble.

En outre, la pauvreté généralisée dans le pays ne favorise pas le développement de ce genre musical qui du reste est plombé par l'influence toute prépondérante de la rumba congolaise sur la musique centrafricaine en général.

Résultat, le Hip-hop en République Centrafricaine reste une musique marginale réservée aux seuls connaisseurs et adeptes et à qui l'Alliance Française reste le seul repaire

périodique de production. Il convient de reconnaître la jeunesse de ce festival qui n'a enregistré la participation d'aucun groupe étranger, gage de sa popularité au-delà des horizons nationaux. Il reste au Festival Sūma Hip-

hop du chemin à faire pour atteindre la réputation des festivals africains tels le Fespam au Congo, le Fespaco au Burkina Faso ou le Masa en Côte d'Ivoire. Courage!

Gabriel Maïnpourou

Sports

Tournoi zonal qualificatif : les fauves et les diables rouges se qualifient pour Tripoli 2009

Le tournoi zonal qualificatif au Championnat d'Afrique des Nations (CAN) 2009 qui a débuté le 25 mai 2009 à Bangui par la rencontre Rca # Congo (85 - 74) s'est poursuivi le lendemain 26 mai par le derby congolais (victoire de la Rde 79 contre 67) pour se terminer pour la phase aller (il n'y a que trois pays engagés) le 27 mai par la dernière opposition Rca # Rde (83 / 42). En battant la Rde le 29 mai par 86 contre 74, les Diables rouges se sont remis en scelle pour une possible qualification dont l'issue devait être déterminée par la différence de points du perdant face à la Rca le 30 mai, c'est-à-dire la Rde, ce qui permettrait de connaître le second pays qualifié. Ce fut donc le Congo.

Les fauves et les Diables rouges du Congo se sont qualifiés à l'issue du second tour qui a pris fin le samedi 30 mai 2009. Cependant, il reste posé le problème du dynamisme sportif et culturel de la zone IV dans lequel la responsabilité des Etats reste pleinement engagée.

Comment alors comprendre ou expliquer le désistement du Gabon non seulement pour l'organisation de cette compétition, mais surtout pour la participation ? Il en est de même du Tchad, de la Guinée

Équatoriale et quelques fois du Cameroun, où fort heureusement l'or noir commence ou continue de couler.

On est également obligé de porter un regard interrogateur vers le Secrétariat général du Conseil Supérieur du Sport en Afrique (CSSA) - que notre pays abrite - et qui est constamment menacé d'être ravi par ces pays qui ne brillent pas spécialement par la participation de leurs équipes aux compétitions zonales.

Est-il besoin de rappeler que la division de l'Afrique en zones est une institution de l'Organisation de l'Unité Africaine depuis 1963 avant de devenir en 2000 l'Union Africaine ?

Mais si malgré des raisons hautement politiques, certains Etats ne sont pas en mesure de payer leurs contributions, ne serait-ce que pour avoir droit à la parole, on comprend aisément - et ce n'est pas une excuse - pourquoi ils ne veulent pas allouer des moyens conséquents aux activités sportives et culturelles, considérées à tort comme accessoires, voire inutiles. Cette attitude

Suite page 8

Nécrologie

Le Camarade
Florent Bertrand
SAMBEYOLO

KOUDOUMBETI
âgé de 33 ans, n'est plus
de ce monde.

La rédaction de KONGO
WARA a appris avec grande
douleur le décès du
Camarade Florent Ber-
trand SAMBEYOLO KOU-
DOUMBETI, décès survenu
le Mardi 26 Mai 2009 à L'Hôpital Communautaire de Bangui
des suites de maladie.

Le Camarade Florent Bertrand SAMBEYOLO, qui a un parcours
exemplaire de militant, est conseiller Politique du Bureau National
du Mouvement de Libération de la Jeunesse Centrafricaine (MLJC.)
Les obsèques ont eu lieu le Vendredi 29 Mai 2009, en présence du
Président du Parti et quelques membres du Bureau Politique.

La Rédaction de KONGO WARA présente pour l'occasion, toutes
ses condoléances les plus attristées à sa famille, au Bureau National
du MLJC ainsi qu'à la fédération MLPC de Bangui !



Martin Ziguélé rend compte de sa mission en Europe aux Camarades du MLPC

Suite de la page 2

(CPN) et du Congrès qui se tiendront du 11 au 12 juin prochain à Bangui, le Président du MLPC a précisé à ses camarades que ce sera l'occasion de débattre des sanctions infligées à certains camarades et de la désignation des candidats aux municipales et aux législatives ainsi qu'à la présidentielle.

Notons qu'auparavant la Presse a rencontré le Président du MLPC Martin ZIGUELE qui a résumé les points forts de cette Assemblée Générale.



Martin Ziguélé, face à la presse

Question: M Martin ZIGUELE, vous êtes le Président du MLPC, il y a un temps vous étiez absent du pays. Aujourd'hui vous êtes de retour et le Parti organise cette Assemblée Générale. Sous quelle angle placez-vous cette

Tournoi zonal qualificatif : les fauves et les léopards se qualifient faute de participants

Suite de la page

plombe et confine le Cssa dans une léthargie qui, ipso facto, entraîne toute la zone IV dans la même situation. Comme nous l'annoncions dans notre livraison n°002, le plus dur pour les fauves

n'était pas leur qualification à l'issue de ce tournoi, mais bel et bien leur classement à Tripoli, seul indicateur de leur niveau continental.

Gabriel Mainpourou

Dates	Equipes	Score	Rang	Pays
25 mai 09	RCA # RC	85 / 74	1er	RCA
26 mai 09	R.C # RDC	67 / 79	2ème	RDC
27 mai 09	RDC # RCA	42 / 83	3ème	R.C
Retour				
28 mai 09	R.C # RCA	65 / 101	RCA	République
29 mai 09	R.C# RDC	86 / 74	RC	République du Congo
30 mai 09	RCA # RDC	66 / 51	RDC	République Démocratique

grande rencontre avec vos militantes et militants ?

Martin ZIGUELE : Je pense qu'aujourd'hui on doit rappeler à chacun que comme c'est écrit dans le livre de Saint Jean, au commencement était la parole. Donc c'est la parole qui permet aux hommes de communiquer entre eux. Je voudrais tout d'abord vous dire ça. Pour répondre à votre question, je dirais qu'à chaque fois qu'il y a de difficultés politiques dans le pays et aussi comme d'habitude, le MLPC organise tous les trois mois, des Assemblées Générales aux fins d'inviter les militants à son siège pour les informer de la situation interne du Parti et de la situation politique de notre pays. Ceci pour permettre aux militantes et militants de jouer activement leur rôle de citoyens parce que les Partis Politiques sont créés pour animer la vie politique économique et sociale du pays et comment ils peuvent prendre position afin de s'intégrer dans la vie de leur pays ? Donc c'est pour cela que nous organisons cette Assemblée Générale après plusieurs mois que nous avons passés à l'extérieur du pays.

Question: Nous sommes à l'orée des élections de 2010 et comment se porte présentement le MLPC et si vous pouvez aussi nous parler de votre séjour en Europe et quel est le but de ce déplacement ?

Martin ZIGUELE : Je vous ai dit que dans le 1^{er} chapitre de Saint Jean, il est écrit qu'au commencement était la parole et la parole sert à communiquer et le MLPC doit communiquer. J'ai été désigné à la tête du MLPC pour transformer le Parti ; le moderniser pour que le

Parti soit toujours en phase avec le peuple Centrafricain. Mais le peuple Centrafricain n'est pas seul dans le monde, il est dans le monde et il faut que le monde sache ce que nous faisons à l'intérieur du MLPC.

Et mon travail, c'est de prendre mon bâton de pèlerin et de faire ce travail de communication et d'explication de la démarche politique du MLPC en Centrafrique parce que nous sommes un Parti responsable, démocratique, respectueux des institutions. Nous voulons que notre pays ait une image positive à l'extérieur et ce combat ne se passe pas seulement entre les quatre frontières de notre pays.

J'étais aussi en Europe pour procéder aux renforcements de nos structures à l'extérieur du pays. C'est ainsi que nous avons mis en place les sous fédérations du MLPC à Troyes en France. Nous sommes entrain de mettre en place les sous fédérations du MLPC à Toulouse, à Reims à Marseille et nous avons ouvert la fédération aux Etats Unis d'Amérique et au Soudan. Toutes ces actions, c'est pour que notre Parti se renforce à l'extérieur. Nous avons aussi la fédération du MLPC au Benin, nous continuerons ce travail de renforcement des structures du Parti. Ça c'est le 2^{ème} aspect. Le 3^{ème} aspect, c'est le contact parce que le MLPC est membre de l'Internationale Socialiste et nous avons été invité par nos amis à des colloques et des rencontres en vue du renforcement de notre Parti.

Propos recueillis par Robert Ngrégayé